

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°3053 - JEUDI 26 OCTOBRE 2017

AFRIQUE CENTRALE

Les parlementaires français soulignent le rôle géostratégique du Congo

La délégation des parlementaires français, en séjour de travail à Brazzaville, a échangé hier avec plusieurs autorités congolaises dont les présidents des deux chambres du Parlement, le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères.

En attendant une conférence de presse qu'il animera ce jeudi avec le Premier ministre, Clément Mouamba, le chef de délégation, Dominique de Villepin, a évoqué l'intérêt géostratégique du Congo en Afrique centrale.

« L'avenir et la stabilité du Congo sont un enjeu important dans cette sous-région », pense-t-il, soulignant, par ailleurs, la nécessité de vivifier et de moderniser les relations franco-congolaises.

Pages 2 et 3



Les parlementaires français lors de l'audience avec le Premier ministre



Visite du ministre des Transports dans les ateliers du CFCO

TRANSPORTS

Fidèle Dimou s'imprègne des difficultés du CFCO

Le ministre des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande a fait, le 24 octobre, la ronde des différentes structures du Chemin de fer Congo-Océan (CFCO) à Pointe-Noire. Fidèle Dimou qui s'est ensuite entretenu avec les partenaires sociaux et l'administration de cette entreprise a pu mesurer les difficultés qu'elle connaît, avec 9 mois de salaires dus aux agents. Mais il a trouvé des motifs d'espoir en vue d'une remise à flot

du CFCO. « J'ai trouvé un personnel motivé qui croit en la relance de l'activité de l'entreprise. J'ai échangé avec les partenaires sociaux et l'administration, il y a concordance de vues sur le constat que je viens de faire sur le terrain et sur la nécessité de réhabiliter et de relancer le chemin de fer. Il faut tenir compte de tous ces paramètres et trouver des moyens de le faire, avec l'appui de l'Etat », a-t-il estimé.

Page 14

SEPTIÈME ART

Le festival du film des femmes africaines s'ouvre à Paris

Après les trois premières éditions successives à Brazzaville, le festival Tazama, dédié au film féminin africain, prend ses quartiers ces 26 et 27 octobre au cinéma Le Lincoln, à Paris. L'artiste Passi en sera le parrain officiel.

Page 7

LIBRE CIRCULATION

Le Congo s'ouvre davantage aux citoyens de la Cémac

Par une note circulaire du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Raymond Zéphirin Mboulou, datée du 23 octobre, le gouvernement congolais a décidé de dispenser les ressortissants des Etats membres de la Cémac de l'exigence de visa d'entrée sur son territoire.

« Dorénavant, tout ressortissant du Cameroun, du Gabon, de la Guinée Equatoriale, du Tchad et de la Centrafrique, détenteur d'un passeport biométrique ordinaire, d'un passeport biométrique de service ou d'un passeport biométrique diplomatique en cours de validité, n'est plus soumis à l'obligation de visa d'entrée ou d'autorisation de sortie pour tout séjour en République du Congo ne dépassant pas quatre-vingt-dix jours, soit trois mois », précise la circulaire.

Page 6

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES CLUBS D'HANDBALL

Abo-sport en quarts de finale, Caïman éliminé



Abo-sport

Avec deux victoires concédées en deux sorties, les Congolaises d'Abo-Sport ont obtenu leur ticket pour les quarts de finale, tandis que le club Caïman, représentant congolais en ver-

sion masculine dans cette compétition, a été éliminé pour n'avoir enregistré aucune victoire en deux sorties.

Page 11

ÉDITORIAL

Public-privé

Page 2

ÉDITORIAL

Public-privé

Dans un livre qui vient tout juste de paraître à Paris, deux éminents spécialistes français de l'Afrique, Patrick Sevaistre (CIAN-Conseil français des investisseurs en Afrique) et Jean-Luc Ricci (HEC et Comité Afrique du MEDEF) plaident avec une éloquence rare pour la multiplication des partenariats public-privé (1) sur le continent. Prenant acte du ralentissement économique provoqué sur toute l'étendue de l'Afrique par la baisse brutale des cours des matières sur les marchés mondiaux ils affirment, preuves à l'appui, que cette crise structurelle ne sera surmontée que lorsque les barrières existant entre le secteur public et les entreprises privées auront été abaissées.

Si nous évoquons aujourd'hui la parution de cet ouvrage, c'est essentiellement pour deux raisons :

-La première est que ce livre témoigne d'une prise de conscience par les acteurs économiques de la très riche Europe de la place éminente que l'Afrique occupera sur les marchés mondiaux dans les années et les décennies à venir. Écrit par des spécialistes reconnus et publié par une institution qui, manifestement, veut aider la France à jouer son rôle dans cette émergence, le livre anticipe le propos que tiendra certainement le président Emmanuel Macron dans quelques semaines, depuis le sol africain, sur le resserrement des relations Nord-Sud. Il n'a donc rien d'anecdotique.

-La deuxième raison tient au fait qu'en Afrique même, autrement dit chez nous, le concept du partenariat public-privé (PPP dans le langage des spécialistes) gagne de jour en jour en influence. Longtemps regardé comme une idée généreuse mais floue qui ne permettrait pas de résoudre les problèmes que les nations africaines doivent surmonter pour accéder au développement durable, ce mode de coopération est de plus en plus perçu comme susceptible d'accélérer cette longue marche vers le progrès. Et le fait d'en décrire avec précision les méthodes ne peut qu'agir dans ce sens.

Il revient maintenant aux Etats et aux gouvernements de mettre en pratique un processus qui s'impose et sous toutes les latitudes comme l'un des principaux moteurs des progrès économiques et sociaux à venir. Mais il est d'ores et déjà évident que ceux qui le feront rapidement tireront le mieux leur épingle du jeu qui s'amorce.

Les Dépêches de Brazzaville

(1) «Le nouveau pacte africain. Les défis du dialogue-public-privé», par Patrick Sevaistre et Jean-Luc Ricci. Les Cahiers du CIAN. Editions Michel Lafon.

CRISE ÉCONOMIQUE

La France disposée à accompagner le Congo dans la recherche des solutions



La volonté des autorités françaises a été exprimée, le 25 octobre à Brazzaville, par Dominique De Villepin, au terme d'un entretien avec le Premier ministre, Clément Mouamba.

L'homme d'Etat français est en séjour au Congo, à la tête d'une délégation des parlementaires venus commémorer le discours prononcé par le général De Gaulle à Brazzaville, en 1940. Reçu en audience par le Premier ministre congolais, Dominique De Villepin et son interlocuteur ont échangé sur la perspective de la nouvelle relation entre le Congo et le Fonds monétaire international (FMI), au regard des difficultés économiques que traverse le pays. Face à la vo-

lonté des autorités congolaises d'avancer dans le cadre d'un dialogue soutenu avec le FMI, Dominique De Villepin a réitéré le soutien de la France d'appuyer le Congo en privilégiant un certain nombre d'exigences. « Nous sommes solidaires avec le souci que les entreprises françaises puissent continuer à travailler ici et soutenir l'activité du pays. Vous savez que tout ce qui concerne l'Afrique et tout ce qui concerne le Congo nous

« Nous sommes solidaires avec le souci que les entreprises françaises puissent continuer à travailler ici et soutenir l'activité du pays. Vous savez que tout ce qui concerne l'Afrique et tout ce qui concerne le Congo nous intéresse, et nous sommes solidaires dans cette relation si forte qui existe entre les uns et les autres. Le rôle et l'amitié de la France, c'est d'être un partenaire exemplaire pour le Congo et de l'accompagner face à ses difficultés »

La délégation des parlementaires français (DR) intéressent, et nous sommes solidaires dans cette relation si forte qui existe entre les uns et les autres. Le rôle et l'amitié de la France, c'est d'être un partenaire exemplaire pour le Congo et de l'accompagner face à ses difficultés », a déclaré Dominique De Villepin.

Il a, par la même occasion, exprimé le souci de la France de regarder avec l'Afrique et le Congo en particulier vers l'avenir; de revisiter les relations entre les deux pays; de les améliorer et les moderniser. Sur la situation en République Démocratique du Congo et les crises qui sévissent dans la sous-région, notamment en Centrafrique et sur le reste du continent De Villepin a d'abord traduit l'inquiétude de la France avant de saluer les efforts déployés par le président Denis Sassou N'Guesso dans la résolution de ces crises sous l'égide de l'Union africaine.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

COOPÉRATION

La France et le Congo font le point sur leurs relations

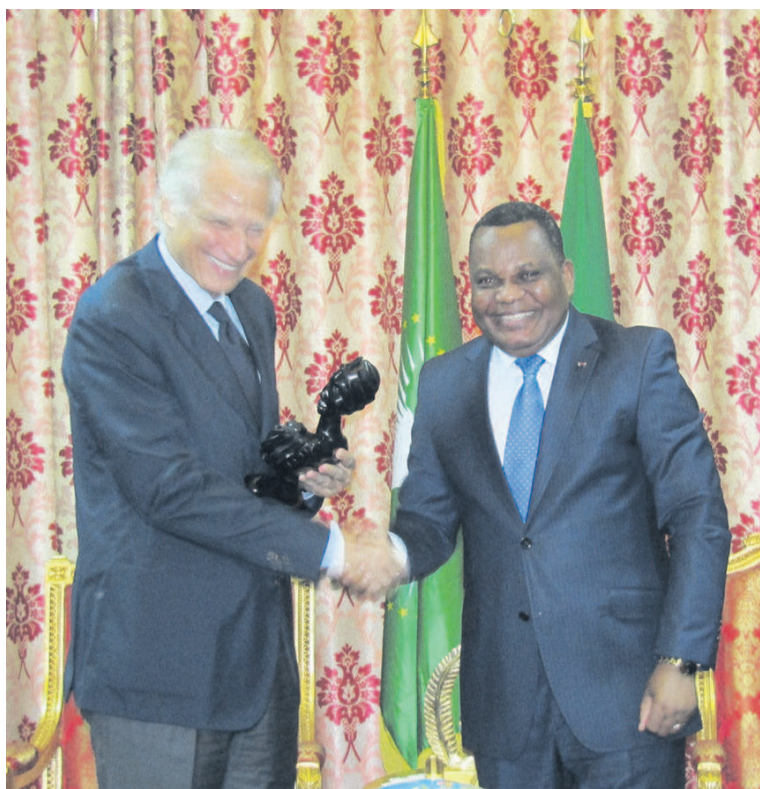
Une délégation de parlementaires français, conduite par l'ancien Premier ministre, Dominique de Villepin, a été reçue le 25 octobre à Brazzaville par le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso.

Les deux parties ont évoqué des sujets d'intérêt commun, à commencer par les relations bilatérales entre la République du Congo et la France, y compris celles avec l'Union européenne, tant sur les plans politique, économique que stratégique.

« L'avenir et la stabilité du Congo sont un enjeu important dans cette sous-région », a déclaré Dominique de Villepin à l'issue d'un long entretien avec le ministre des Affaires étrangères auquel a participé l'ambassadeur du Congo en France, Rodolphe

Adada. « Le Congo a toujours joué un rôle particulier à la fois dans l'histoire, les relations et en même temps dans la mémoire : Brazzaville est la pierre fondatrice des liens historiques entre nos deux pays. Donc, il s'agit en permanence de vivifier et de moderniser cette relation », a-t-il souligné.

Pour le chef de la délégation française, la relation franco-congolaise doit être renforcée et entretenue puisque la France a un nouveau président de la République qui « arrive avec des vi-



Dominique de Villepin recevant un cadeau du ministre Jean-Claude Gakosso (Adiac) et de nouveaux projets. « C'est l'occasion de faire le point entre amis sur la façon dont nous

cratique du Congo, également les situations auxquelles fait face la République du Congo », a-t-il précisé. Dominique de Villepin a notamment cité « les difficultés sur le plan économique avec la perspective ouverte d'une relation avec le Fonds monétaire international et la situation intérieure » dont celle du département du Pool.

Au plan continental, le chef de la délégation des parlementaires français a souligné que dans la relation franco-africaine, « le Congo joue également un rôle tout à fait particulier ». « Le président Denis Sassou N'Guesso est un doyen de l'Afrique : il a une expérience sur bien des crises africaines, notamment dans le cadre de l'Union africaine », a-t-il noté. « Cela fait partie des voies et moyens qui sont écoutés et qu'il faut considérer pour essayer de trouver ensemble des solutions d'apaisement », a conclu Dominique de Villepin.

Nestor N'Gampoula

AFRIQUE CENTRALE

Le WWF exhorte quatre pays à renforcer leur législation sur le braconnage

La recommandation de l'organisme de conservation, faite le 25 octobre à Douala, concerne le Cameroun, le Congo, le Gabon et la Centrafrique suite à la publication de son rapport très préoccupant sur la biosurveillance des éléphants de forêt et leur menace de disparition dans la sous-région.

Les conservateurs précisent que c'est la première fois que des inventaires fauniques ont été menés à grande échelle et sur une aussi courte période en Afrique centrale. Les recensements ont été faits à l'aide de la technique de transects linéaires harmonisée, de la méthode de « distance sampling » qui est largement appliquée et reconnue internationalement pour les inventaires fauniques.

Selon le rapport du Fonds mondial pour la nature (WWF) sur la biomonitoring en Afrique centrale, les résultats indiquent un nombre estimé d'éléphants de forêt à environ 9500 alors que la population de grands singes est évaluée à 59 000 dans la zone couverte.

Cependant, les études ont révélé une baisse de 66% de la population d'éléphants entre 2008 et 2016 à travers les paysages et une population probablement stable de grands singes. Les chiffres sont particulièrement alarmants dans le segment Cameroun du paysage Tri-national Dja-Odzala-Minkebe (Tridom) où le nombre d'éléphants a diminué de plus de 70% en moins de 10 ans.

« Le WWF exhorte les dirigeants de ces quatre pays à renforcer, de toute urgence, la législation visant à lutter contre le braconnage. Les autorités de ces quatre pays doivent également fédérer leurs efforts et intensifier la surveillance et les mesures d'application de la loi, dans et autour des aires protégées transfrontalières, et ce, en étroite collaboration avec les communautés locales afin de combattre les opérations complexes des réseaux de criminalité faunique dans le bassin du Congo », indique en substance le communiqué de presse.

Les inventaires fauniques réalisés par le WWF dans quatre pays d'Afrique centrale ont révélé que la population d'éléphants de forêt est en baisse d'environ 66% en huit ans sur une superficie de près de 6 millions d'hectares. Les inventaires ont également montré que les aires protégées subissent deux fois moins de pressions de chasse qu'en dehors, faisant d'elles, des zones de refuge pour la faune.

Le WWF, en collaboration avec les ministères en charge de la faune dans les différents pays et divers partenaires, a réalisé les inventaires entre 2014 et 2016. Ceux-ci ont eu lieu dans les aires protégées clés (représentant 20% de la superficie) et dans les zones périphériques, concessions forestières, zones de chasse et autres types d'utilisation des terres au Cameroun, au Congo, en Centrafrique et au Gabon.

En réalité, la majorité des conservateurs ne supporte pas les données statistiques, imagées et cartographiques dégradantes sur la disparition des éléphants de forêt. Ainsi donc, plusieurs réactions ont été enregistrées au terme de cette étude.

« Malgré ces données choquantes, nous croyons que les tendances peuvent être inversées en partie, si les décideurs et les communautés locales utilisent ces données scientifiquement établies comme guide pour l'élaboration de politiques de gestion de la faune, de plans de surveillance et de stratégies pour lutter contre la criminalité faunique », a déploré K. Paul N'goran, coordinateur du biomonitoring du WWF pour l'Afrique centrale. « Il y a un besoin crucial pour la communauté internationale de soutenir de telles actions prises par les gouvernements et les ONG de conservation », ajoute-t-il.

Le rapport a montré que le braconnage pour l'ivoire est la principale cause du déclin drastique de la population d'éléphants dans la région. « Les résultats des inventaires ont révélé que le braconnage et les autres pressions humaines sont plus élevés en dehors des aires protégées ; la pression est 50% moins élevée dans les parcs nationaux et autres aires protégées qu'à l'extérieur », explique le coordonnateur WWF. Par ailleurs, le WWF félicite les dirigeants des quatre pays du bassin du Congo pour les progrès réalisés dans la réduction des impacts des activités humaines dans les zones protégées. Selon Paul N'goran, « si le braconnage persiste et que les couloirs de migration des éléphants ne sont pas sécurisés, on risque d'assister à une décimation de la population restante. Cela pourrait étendre la menace à d'autres espèces de la riche biodiversité de ces pays ».

Fortuné Ibara

AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

La modernisation des administrations des douanes demeure un défi

L'évaluation de la mise en oeuvre du plan stratégique régional 2013-2017 révèle des insuffisances.



Les participants à la réunion (Adiac)

Les agents de liaison du suivi des réformes au sein des administrations des douanes de la région de l'Afrique de l'ouest et du centre se sont réunis, le 24 octobre, à Brazzaville. Ils ont évalué la mise en oeuvre de la stratégie 2013-2017, consacrée à la réforme organisationnelle des administrations comme préambule au déploiement d'une réforme plus ambitieuse dans le cadre de la stratégie 2018-2022. La rencontre a révélé des insuffisances dans la mise en oeuvre de cette stratégie, liées notamment au leadership inadéquat des dirigeants, au management moins efficace et au partenariat sporadique avec le secteur privé. L'éthique et la déontologie limitées des agents ainsi que l'influence du politique dans la gestion au quotidien des ressources humaines, budgétaires et matérielles font aussi partie des obstacles constatés.

« Au regard des conclusions des différents exercices d'au-

to-évaluation, il paraît déjà que certaines réformes ont été de véritables succès. D'autres, par contre, ont échoué. Il nous revient d'en déterminer les causes », a indiqué le représentant du Bureau régional de renforcement de capacité (BRRC), Souleyman Sangare.

« Les initiatives que nous allons proposer à nos administrations pour relever ces défis, pour le prochain cycle de réformes, devraient leur permettre de se positionner véritablement comme administrations modernes et performantes », a relevé le représentant du BRRC.

En effet, pour assurer l'équilibre entre dédouaner moins et mieux, les douanes doivent disposer d'une organisation efficace et d'une stratégie adaptée non seulement aux exigences du commerce international mais aussi aux réalités nationales.

Dans une économie désormais mondialisée, où le volume et la

rapidité des échanges internationaux ne cessent d'augmenter avec des possibilités accrues de fraude, de crimes organisés et de menaces, les administrations des douanes sont mises au défi pour favoriser l'accélération des procédures de dédouanement, tout en prenant les garanties nécessaires pour un prélèvement optimal des recettes.

Invitant les administrations à poursuivre la collaboration avec le BRRC pour un développement harmonieux des douanes de l'Afrique de l'ouest et du centre, le directeur général des douanes du Congo, Jean Alfred Onanga, a souligné que c'est à travers la formation des élites que les économies des différents pays membres de cette région pourront développer une vision commune en matière de réforme fiscal-douanière.

Présidant la cérémonie d'ouverture, le directeur de cabinet du ministre congolais des Finances et du budget, Akouala Mpan, a, quant à lui, appelé les administrations des douanes de s'approprier l'accord de l'organisation mondiale du commerce sur la facilitation des échanges, signé à Bali en 2013. L'optique étant de promouvoir des échanges commerciaux licites dans un environnement concurrentiel, catalyseur d'émergence pour les économies.

Lopelle Mboussa Gassia

SANTÉ PUBLIQUE

Des épidémiologistes esquissent des mesures de riposte aux zoonoses

L'apparition de plusieurs cas de variole de singe dans le département de la Likouala (nord-Congo), frontalier avec la Centrafrique et la République Démocratique du Congo (RDC), relance le débat sur la lutte contre les maladies d'origine animale au sein des pays du Bassin du Congo.

Plusieurs épidémiologistes et experts en santé, ressortissants des pays du Bassin du Congo, participent depuis le 24 octobre à Brazzaville à une importante rencontre sous-régionale sur la lutte contre les maladies d'origine animale (Zoonoses). Initiée par le bureau de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), cette activité s'inscrit dans le cadre de l'approche « One health » ou encore « Une santé ».

La rencontre des experts en santé vise, d'après la représentante résidente de la FAO au Congo, Suze Percy Fillipini, à convenir des modalités de prévention et de contrôle durables et efficaces des zoonoses dans la sous-région. A cet effet, les différents participants vont tenter de partager leurs expériences sur la gestion de ces épidémies, en insistant sur la variole du singe, la rage et les fièvres hémorragiques à virus Ebola.

Le contact entre l'homme et l'animal constitue une menace importante pour la santé humaine car, ces animaux sont considérés comme des réservoirs des agents pathogènes et un maillon essentiel dans la propagation des épidémies.



La ministre Jacqueline Lydia Mikolo lançant les travaux de l'atelier sous-régional (Adiac)

D'après l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus de 60% de pathogènes humains sont d'origine animale, 75% des maladies animales sont transmissibles à l'homme et cinq maladies émergent tous les ans.

La recrudescence de ces maladies

est due, selon Suze Percy Fillipini, à l'intensification des activités de chasse à l'intérieur des Etats ; au phénomène de braconnage ; à l'évolution incontrôlée de la production et la commercialisation des animaux ; l'accroissement de la circulation des personnes et

des biens... « La réunion d'aujourd'hui marque une nouvelle étape dans notre volonté commune de relever les défis posés

par la sécurité alimentaire des populations en rapport avec la santé des animaux dans la sous-région », a-t-elle déclaré.

Au début de cette année, 74 cas de variole du singe « monkey pox » ont été signalés à Impfondo,

Bétou, Enyellé et Dongou, dans le département de la Likouala. Ces cas confirmés ont été détectés chez les sujets âgés de 4 à 40 ans, dont 5 décès. L'épidémie est pour le moment maîtrisée grâce à l'appui de la FAO, l'OMS et l'Organisation mondiale de la santé animale. Les différents problèmes gérés par les services de santé ont souvent leurs origines hors du secteur de la santé, ce qui explique la forte implication de la FAO saluée par la ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo. « La lutte contre ces maladies d'origine animale exige une action holistique, multi-sectorielle, selon le concept "un seul monde, une seule santé". En effet, bien que circonscrite, la maladie présente des risques de propagation », a averti Jacqueline Lydia Mikolo.

L'expérience congolaise sur l'interdiction formelle de toucher aux singes et autres animaux sauvages et domestiques, l'hygiène individuelle et collective par la désinfection des lieux publics et des domiciles privés va sans doute inspirer le Cameroun, la Centrafrique, le Gabon, la Guinée Equatoriale, la RDC, Sao Tomé et Principe et le Tchad.

Fiacre Kombo

KENYA

La présidentielle boycottée par l'opposition

Le chef de la Commission électorale kényane, Wafula Chebukati, a annoncé la tenue du scrutin ce 26 octobre mais l'on craint de nouvelles violences dans le pays.

Wafula Chebukati s'exprimait lors d'une conférence de presse, le 25 octobre. « En tenant compte des assurances données à cette commission par les autorités concernées et les agences de sécurité (...), l'élection aura lieu comme prévu, le jeudi 26 octobre », a-t-il déclaré, faisant mention des progrès au sein de la commission pour justifier la tenue du scrutin.

En attendant de voir comment se tiendra cette élection, tous les regards sont désormais tournés vers Raila Odinga, déjà trois fois candidat malheureux à la présidence (1997, 2007, 2013), qui a dû donner ses dernières consignes à ses partisans à Nairobi. Ce leader de l'opposition avait appelé, dans un premier temps, à des manifestations le jour du scrutin, laissant craindre de nouvelles violences. Et pas plus longtemps que le 24 octobre, il a déclaré qu'il pourrait finalement appeler ses supporters à rester chez eux. « Il y aura peut-être une élection ailleurs dans le pays, mais pas ici », promettaient les habitants de Kisumu, principale ville de l'ouest du pays et bastion de l'opposition. Selon des témoins, environ un millier de manifestants ont défilé dans le centre-ville, au cri de « pas de réformes, pas d'élection ». Le vote va avoir lieu, alors que le climat politique s'est nettement détérioré ces dernières semaines pour devenir délétère : pouvoir et opposition ont multiplié les invectives et les déclarations menaçantes. Cette situation a récemment poussé le président de la commission électorale à émettre de sérieux doutes sur la possibilité d'avoir une élection crédible, le 26 octobre. Des craintes qu'il n'a plus réitérées ces derniers jours. Selon les organisations de défense des droits de l'Homme, au moins 40 personnes ont été tuées depuis le 8 août, la plupart dans la répression brutale des manifestations par la police dans des bastions de l'opposition.

La présidentielle kényane du 8 août avait été marquée par de nombreux rebondissements, poussant la Cour suprême à prendre la décision historique sur le continent d'invalider l'élection, jugée « ni transparente, ni vérifiable ».

Nestor N'Gampoula

VISITEZ LE MUSEE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Musée du Bassin du Congo

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE

galerie CONGO ARTS ET EXPRESSIONS

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Gusso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.

UNION AFRICAINE

Un plaidoyer en faveur du multilatéralisme dans l'ordre mondial émergent

Les participants à la huitième retraite annuelle de l'organisation continentale, tenue du 24 au 25 octobre à N'Djamena, au Tchad, ont défendu la cause d'un multilatéralisme dans la prévention de la paix et dans la gestion des crises en Afrique et dans le monde.

La réunion de N'Djamena a été organisée sur le thème « l'Ordre mondial émergent, le multilatéralisme et l'Afrique ». Les discussions ont été axées sur la quête de l'Afrique pour une coopération mondiale et régionale, afin de relever les défis mondiaux, y compris dans le domaine de la paix et de la sécurité. Cette rencontre a permis d'examiner le rôle critique de l'Afrique dans la définition et la mise en œuvre de l'Agenda 2063.

Pendant deux jours, il a été question de forger une compréhension commune de la tendance du multilatéralisme et de son impact sur le continent. Cinq principaux thèmes ont structuré la réunion: identifier les défis auxquels le multilatéralisme est confronté; examiner des expériences comparatives

du multilatéralisme; discuter des voies et moyens permettant de rendre le multilatéralisme plus efficace pour l'Afrique et ses peuples; examiner l'action multilatérale pour les avantages publics et, enfin, réfléchir sur les enseignements tirés et la démarche à suivre, en accordant une attention particulière au rôle de l'Union africaine (UA) dans l'ordre mondial émergent. « S'il est vrai que l'Afrique a, dans une certaine mesure, profité des effets positifs du multilatéralisme dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, il est tout aussi indiscutable que le nouvel ordre émergent soulève de sérieuses interrogations, en ce qu'il met en péril les chances de progrès et de stabilisation du continent. Il est perçu comme ce qu'il est, à savoir un instru-

ment au service des intérêts des plus forts de la planète », a déclaré Moussa Faki Mahamat, président de la commission de l'UA. Selon lui, le multilatéralisme connaît une des plus graves crises de son histoire avec les incertitudes pesant sur les Accords de Paris sur le changement climatique, la montée des populismes et les replis identitaires et autres qu'ils génèrent, les mesures de protectionnisme commercial prises par certains Etats, les réductions récentes des contributions financières aux missions internationales onusiennes. « Le principe même du multilatéralisme subit actuellement des tentatives d'amoindrissement, voire de remise en cause, qui s'expriment par la réduction unilatérale du budget des Nations unies, le retrait de l'Unesco,

le Brexit, la dimension hors-norme d'une crise entre Etats membres d'organisations régionales qui fige la Ligue des Etats arabes et le Conseil de coopération du Golfe », a renchéri Smail Chergui, commissaire à la paix et à la sécurité de l'UA.

Pour les responsables de l'organisation africaine, il faut réfléchir et préserver l'approche multilatérale et en renforcer l'efficacité, principalement dans un domaine aussi urgent qu'est le dispositif mondial de paix et de sécurité. Le président de la commission de l'UA a exhorté la communauté internationale à appuyer entièrement des formes novatrices de coopération régionales qui sont en train d'être expérimentées, notamment la force mixte multinationale pour le bassin du lac Tchad et la force conjointe du G5 Sahel.

L'UA, elle, veut donner priorité à la prévention. « Plutôt que de

soumettre à un déterminisme gestionnaire des crises, faisons en sorte que nous réduisions les risques de leur éclatement. Il n'y a pas d'autre stratégie pour ce faire que l'amélioration de la gouvernance politique, économique, démocratique et électorale. La pauvreté, les injustices, les inégalités, les exclusions, les déficits des libertés, les violations des droits du citoyen sont parmi les causes de nos crises. Plus ils reculent, moins les crises naîtront », a plaidé Moussa Faki Mahamat. Il s'est ensuite réjoui des avancées enregistrées au Burkina Faso et en Gambie, en Afrique de l'ouest, et a plaidé pour une approche multilatérale fondée sur des principes universels en République Démocratique du Congo, au Burundi, en Somalie, en République Centrafricaine, au Soudan du sud, en Libye et au Mali.

Josiane Mambou Loukoula

CENTRAFRIQUE

Le chef de l'ONU rend hommage aux Casques bleus

Antonio Guterres a commémoré, le 24 octobre à Bangui, la Journée mondiale des Nations unies aux côtés du président centrafricain, Faustin Archange Touadéra.

Arrivé dans la capitale centrafricaine pour sa première visite d'une opération de maintien de la paix depuis sa prise de fonctions, en janvier dernier, le patron de l'Organisation des Nations unies (ONU) s'est rendu à la base de la Minusca. L'occasion pour lui de saluer l'effort des Casques bleus déployés dans le pays ainsi que ceux oeuvrant dans d'autres missions de maintien de la paix. Sur place, il a déposé une gerbe de fleurs en mémoire des six Casques bleus décédés au service de l'ONU. « J'ai voulu que la Journée mondiale des Nations unies soit célébrée ici à Bangui avec les forces de maintien de la paix. Il n'y a rien de plus précieux que la paix. Il n'y a rien de plus noble

que de travailler pour maintenir la paix, même quand ce travail signifie le sacrifice des vies », a déclaré Antonio Guterres qui a entamé une visite de quatre jours dans le pays.

Le Secrétaire général de l'ONU a rencontré des membres du personnel de l'institution déployés en République centrafricaine. Il a exprimé sa solidarité et sa gratitude aux Casques bleus blessés. « Nous devons nous assurer que le monde entier apprécie pleinement les contributions héroïques des soldats de la paix qui protègent les civils, parfois dans des circonstances extrêmement difficiles, comme celles auxquelles nous sommes confrontés en République centrafricaine », a-t-il poursuivi.

Un agenda chargé

Dans son agenda, plusieurs rencontres avec les autorités et différents acteurs centrafricains à Bangui et Bangassou, dans le sud-est du pays, ont été prévues. Après un tête-à-tête avec le président Archange Touadéra, le numéro 1 de l'ONU se rendra à Bangassou – alors que la ville est sous le contrôle, depuis mai, des milices anti-Balaka - où il rencontrera les responsables locaux, des déplacés internes ainsi que les membres du comité local de paix.

En outre, Antonio Guterres s'entretiendra avec des éléments des contingents gabonais et marocains présents sur place et se rendra dans le camp des déplacés de la ville, sous la protection des Casques bleus. A son retour à Bangui, il rencontrera des victimes d'abus sexuels et leurs



Antonio Guterres (DR)

familles, tandis que les accusations d'agressions sexuelles de Casques bleus sur la population civile se sont multipliées, ces derniers mois. Dans la capitale, il aura aussi des entretiens avec des ONG - cibles régulières des belligérants - opérant sur le territoire, des membres de la plateforme interreligieuse centrafricaine et des cadres de la société civile.

Le chef de l'ONU s'entretiendra, le 26 octobre, avec les éléments

de l'Union européenne qui forment l'armée nationale centrafricaine. Avec Faustin Archange Touadéra, il prendra part à une réunion sur le processus de Désarmement-démobilisation-réintégration, avant de se rendre ensemble au monument des martyrs pour un hommage aux victimes centrafricaines. Au dernier jour de sa visite, il prononcera un discours à l'Assemblée nationale.

J.M.L.



SALARIES

Ouverture des inscriptions aux cours du soir :

- 3^e Année Bachelor ;
- Masters (MBA, MRH, MCG, MQHSE, MMO, MCLS, ...).

Diplômes français

Tel : 06 638 85 87 ; 04 43 148 27 E-mails : escicinfo2013@gmail.com / escicinfo2013@escic-cg.com ; Site : www.escic-cg.com

LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES

Le Congo dispense de visas les ressortissants de la Cémac

Le pays vient d'emboîter le pas aux autres de la sous-région tels la Centrafrique, le Gabon et le Tchad. Il s'agit en fait d'une généralisation car l'espace du Congo a toujours été ouvert à d'autres pays de la Communauté sauf qu'il appliquait le principe de réciprocité pour les citoyens Gabonais et Equato-Guinéens. Ainsi, depuis le 23 octobre, il est autorisé aux ressortissants de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) de circuler librement sur le territoire congolais avec le passeport biométrique. Cette décision est l'application des dispositions de l'Acte additionnel n°01/13-Cémac-070-U-CCE-SE du 25 juin 2013, portant suppression des visas pour les ressortissants de la Cémac dans l'espace communautaire.

Dorénavant, tout ressortissant du Cameroun, du Gabon, de la Guinée Equatoriale, du Tchad et de la Centrafrique, détenteur d'un passeport biométrique ordinaire, d'un passeport biométrique de service ou d'un passeport biométrique diplomatique en cours de validité, n'est plus soumis à l'obligation de visas d'entrée ou d'autorisation de sortie pour tout séjour en République du Congo ne dépassant pas quatre-vingt-dix jours, soit trois mois.

La Rédaction

ENERGIE RENOUVELABLE

Engie rachète Fenix International

Le groupe français a annoncé être parvenu à un accord pour la reprise à 100% de l'entreprise innovante spécialisée dans les énergies renouvelables, proposant des installations solaires domestiques en Afrique. Créée en 2009, l'entreprise Fenix revendique avoir fourni de l'énergie solaire à plus de 900 000 personnes en Afrique de l'est. Cette acquisition stratégique va propulser les projets d'Engie dans le domaine du renouvelable sur le continent, un secteur qui affichera la croissance la plus rapide en Afrique. Ce sont 100 millions de foyers qui devraient être connectés à des réseaux solaires domestiques d'ici à 2020, d'après les estimations la Banque mondiale.

Le directeur général d'Engie Afrique, Bruno Bensasson, a déclaré: « Fenix sera le moteur de croissance dynamique d'Engie pour les activités d'installations solaires domestiques en Afrique ; il nous permettra de devenir l'un des leaders rentables sur le marché des services hors réseau sur le continent, en touchant des millions de clients d'ici à 2020 ».

Il pense que l'accès universel à l'énergie est envisageable dans un avenir proche, en combinant l'extension des réseaux nationaux, des micro-réseaux locaux et des installations solaires domestiques, en fonction des caractéristiques locales de la demande en énergie.

Noël Ndong

INFLATION

Le continent africain champion mondial

De la période 2006 à 2016, l'inflation annuelle a plus que doublé sur le continent pour atteindre le chiffre de 12,40%, selon la Banque africaine de développement (BAD).

Au niveau mondial, l'Afrique tient la première place, loin devant la moyenne mondiale (3,5%), de l'Inde (4,8%), de l'Amérique latine et Caraïbes (4,2%), des pays émergents et en développement d'Asie (3,3%), les États-Unis (2,7%), la zone euro (1,7%). Sur les 54 pays étudiés, seuls sept ont connu une régression des prix à la consommation en 2016, tandis que dans 17 autres, le taux d'inflation se situe entre 0 et 5%. Les pays où l'inflation des prix à la consommation est dans l'intervalle de 5% à 10% sont, quant à eux, au nombre de 18. Ceux dont le taux est supérieur à 10% ont atteint l'effectif de 11 en 2016.

Top 10 des pays africains inflationnistes

Le top 10 des mauvais élèves est dans l'ordre suivant :

- 1- Soudan du Sud (444,1%)
- 2- Angola (30,4%)
- 3- Libye (25,8%)
- 4- Malawi (21,8%)
- 5- Mozambique (19,8%),
- 6- Gambie (18,2%)
- 7- Ghana (17,5%)
- 8- Nigeria (15,8%)
- 9- Sierra Leone (11,1%)
- 10- Égypte (10,2% mais qui est passée à plus de 34% en 2017).

En général, ces pays ont vécu ou sont sortis de crises de divers ordres (social, économique, financier, monétaire, etc). Dans le même temps, les zones d'intégration de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale et de l'Union économique et monétaire ouest africaine s'offrent la palme d'or avec un taux d'inflation annuel qui est resté assez bas, dans la fourchette cible.

Noël Ndong

OPÉRATION BARKHANE

Marlyne Gigax Généro en visite à Niamey et Gao

Le médecin général des armées était en visite au Niger et au Mali où elle a rencontré les hommes qui œuvrent sur le théâtre des opérations.

Dans le cadre de sa prise de fonctions, Maryline Gyax Généro a été accueillie à Niamey (Niger) par le commandant de la base aérienne projetée et par le directeur médical de l'opération Barkhane qui lui ont présenté le théâtre et ses particularités. Le Service de santé des armées (SSA) soutient les soldats français et assure aux blessés des soins. Les échanges avec les autorités de la force Barkhane ont permis de mieux appréhender les besoins et les attentes concernant le soutien médical des forces.

La directrice centrale a souligné le dynamisme des équipes médicales qui accompagnent chacune des opérations de Barkhane et qui assurent le soutien médical. A l'antenne chirurgicale, la directrice a mesuré la part prise par le SSA dans l'aide médicale à la population apportée par Barkhane.

Cette visite a également permis à la directrice centrale de visiter un transall médicalisé allemand, de découvrir le détachement de l'armée de l'air avec son drone et de s'entretenir avec le personnel du groupement tactique désert de l'Alat, de l'infanterie et du Casa Nurse. Avant de quitter Niamey, Maryline Gyax a rappelé que le soutien médical en opération était la raison d'être

du SSA. Conduite par les armées françaises, en partenariat avec les pays du G5 Sahel, l'opération Barkhane a été lancée, le 1er août 2014. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne : Mauritanie; Mali; Niger; Tchad et Burkina-Faso. Elle regroupe environ 4 000 militaires dont la mission consiste à lutter contre les groupes armés terroristes et à soutenir les forces armées des pays partenaires, afin qu'elles puissent prendre en compte cette menace, notamment dans le cadre de la force conjointe du G5 Sahel en cours d'opérationnalisation.

Noël Ndong

MAROC

Le Roi Mohamed VI limoge trois ministres

Les ministres de l'Education, Mohamed Hassad; de la Santé, Houcine El Ouardi; et de l'Habitat, Nabil Benabdellah font les frais du retard pris par le programme de développement de la ville d'Al-Hoceïma, épice de la contestation dans le nord du pays. Les limogeages sont intervenus le jour même de l'ouverture du procès du leader du mouvement de contestation dans le Rif, Nasser

Zefzafi, poursuivi pour « atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat ». Nasser Zefzafi a été arrêté, le 30 mai, pour avoir interrompu la prêche d'un imam dans la ville de Rif. Un secrétaire d'Etat et un haut responsable administratif auraient également été relevés de leur fonction après remise d'un rapport faisant état de « dysfonctionnements » et de retards injustifiés. Une décision liée aux

défaillances notées dans le programme « Al-Hoceïma, phare de la Méditerranée », lancé en 2015 avec une enveloppe de 600 millions d'euros.

Quatre anciens ministres (Tourisme, Education, Culture et Jeunesse) et un ancien secrétaire d'Etat ont également été privés de « toute future fonction officielle » par le roi Monahamed VI.

N.Nd.

unicef | pour chaque enfant

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance | Bureau du Congo Brazzaville
B.P. 2110 | D-34, rue Lucien Fourneau
Téléphone: +242068900090 / +242066525022
Télécopie: +242222814240 | brazzaville@unicef.org | http://www.unicef.org/congo/french

AVIS DE VACANCE DE POSTE N°507680

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance cherche à recruter
Un(e) Spécialiste en Protection

Sous la supervision de la Représentante Adjointe, le/la Spécialiste en Protection aura sous sa responsabilité :

1. L'appui aux programmes/projets de développement et de planification,
2. La gestion des programmes, le suivi et l'atteinte des résultats,
3. L'appui technique et opérationnel pour la mise en œuvre du programme,
4. L'innovation, la gestion des connaissances et des compétences.

Profil requis pour le poste

-Nationalité Congolaise (République du Congo).
-Un diplôme universitaire supérieur (au moins un Master) en développement international, droits humains, psychologie, sociologie, droit international et autre domaine des sciences sociales.
-Un minimum de 5 années d'expérience professionnelle dans la planification du développement social et de la gestion dans la protection de l'enfance et autres domaines connexes au niveau international ; une expérience pertinente dans la protection de l'enfance et des domaines connexes, élaboration d'un programme/projet et gestion dans une Agence du système des Nations Unies ou une organisation est un atout. Une expérience dans des contextes humanitaires et de développe-

ment serait également un atout supplémentaire.

- Capacité d'analyse et de conceptualisation.
- Aptitude à travailler en équipe dans un environnement international et multiculturel.
- Capacité à établir des relations de travail harmonieuses et efficaces
- Aptitude à communiquer et à négocier.
- Aptitude à diriger et à superviser.
- Connaissance de l'outil informatique et de ses applications communes.
- La maîtrise du français et de l'anglais est requise. La connaissance d'une autre langue officielle de l'ONU ou d'une langue locale serait un atout.

Conditions de service

- Contrat Temporaire (364 jours), renouvelable une (1) fois selon les besoins du programme et la validité du poste.
- Grade : NO-C, selon la grille des Nations Unies.
- Lieu d'affectation : Brazzaville - CONGO, avec des déplacements à l'intérieur du pays.

Dépôt de Candidatures au plus tard le 31 octobre 2017 à 23 heures 55 minutes

Titre du poste :
Spécialiste en Protection, NO-C - Brazzaville

Numéro de publication : 507680

MUSIQUE

Le nouveau single de Master D dans les bacs en novembre prochain

Le rappeur congolais Master D et son groupe « Batards 242 » se préparent à lancer sur la scène internationale, la nouvelle version de la chanson « Mah-kata » acte2, dont l'acte 1 a fait bouger la capitale congolaise, Brazzaville, les cinq dernières années.

« Je relance ce morceau dans les bacs tout en gardant le même feeling, cette fois-ci, avec les qualités sonores actuelles. Car, le public international réclame toujours ce titre qui a bien été consommé en République du Congo et qui est resté nostalgique », indique l'artiste.

En effet, la chanson « Mah-kata » signifie en lingala, un pari que font deux personnes sur un sujet qui les oppose. A travers cette chanson, Master D parie pour ses avantages futurs. La sortie de ce single est prévue pour le mois prochain. « C'est en novembre que ce morceau sera dans les bacs en exclusivité », affirme l'artiste.

Master D fait la fierté congolaise avec ses chansons riches en technique de rap notamment, le twist, le rap chantant, le coup top. Ces techniques musicales font de lui l'un des rappeurs les plus portés par le public congolais.

Hormis ce single, il annonce également la mise sur le marché dans les prochains mois d'autres titres qui fascineront sans doute les mélomanes.

De son vrai nom, Obebande Ondze Olanqué, Master D est auteur de plusieurs chansons : Koho ewo, Virtual love, lady la peau lisse, nin-guissa moutou, Brazza c'est top, communiqué, mon ange. Il a partagé plusieurs fois la même scène avec les artistes rappeurs et chanteurs internationaux : Booba, la fouine, Soprano, Fally Ipupa et Davido.

Bernadet Galeko (Stagiaire)



Master D

FESTIVAL DU FILM DES FEMMES AFRICAINES À PARIS

Le documentaire «Révolutionnaires(s)» en ouverture

L'événement s'inscrit dans le programme d'une rétrospective fédératrice alliant rencontres, discussions et projections des films de femmes africaines pour la lutte contre le cancer.

Après les trois premières éditions à Brazzaville, au Congo, le cinéma Le Lincoln, à Paris, ouvrira ses portes aux festivaliers, les 26 et 27 octobre. L'artiste Passi en sera le parrain officiel. « Révolutionnaire (s) », un documentaire du réalisateur congolais Hassim Tall Boukambou, sera projeté en film d'ouverture. En clôture, celui d'Edouard Carion, réalisateur de « La rivale », avec l'excellente et regrettée actrice Laurentine Milébo.

« Le choix de la tenue du Festival Tazama à Paris a été rendu possible par un concours de circonstances », explique sa directrice, Claudia Haidara Yoka. Et de préciser « qu'au demeurant, ce rendez-vous du cinéma avait été créé pour être itinérant ». Depuis sa création en janvier 2014, ce festival s'est posé comme une évidence pour redynamiser et renforcer le secteur de la cinématographie au Congo Brazzaville.

Selon la créatrice, c'est une vitrine différente où, chaque année, au mois de janvier, durant une semaine, le festival met en lumière le travail des réalisatrices du Congo et d'Afrique. Les cinéastes qui viennent à ce rendez-vous du 7e art participent également à la lutte contre le cancer.



Tazama 2017 à Paris (DR)

Tenir hors les murs le festival à Paris, « c'est venir à la rencontre de réalisatrices, actrices ou des techniciennes ayant pour la plupart une double culture; c'est mettre en lumière le travail artistique et remarquable de Laurentine Milebo, l'engagement politique d'Alice Badiangana ou l'implication de la comédienne ivoirienne Nastou Traoré avec sa Fondation Action Cancers Afrique », apprend-on.

Pour la 4e édition à Paris, le jury a sélectionné des films courts à primer, des œuvres édifiantes susceptibles de faire vivre des instants uniques avec, parmi les films en compétition : « le Bleu Blanc Rouge de mes cheveux » de la Camerounaise Josza Anjembe, film sélectionné au « César 2018 » ou « Ma-

man(s) » de la Sénégalaise Maimouna Doucouré, film primé « César 2017 » du meilleur court métrage.

A propos du film « Révolutionnaire (s) » programmé en ouverture, rappelons qu'il retrace l'histoire politique du Congo-Brazzaville à travers le récit des « Trois glorieuses », cette révolution populaire qui a eu lieu les 13, 14 et 15 août 1963, soit peu après l'indépendance acquise le 15 août 1960. Alice Badiangana, narratrice dans le film et le réalisateur Hassim Tall Boukambou seront présents tout le long du festival. Un dîner de charité sera également organisé à Paris, le 28 octobre, au profit de la Fondation Action Cancers Afrique, en marge du festival.

Marie Alfred Ngoma

NOUS AVONS PENSE A VOUS !

Formations professionnelles de qualité à votre portée

100% pratique



Début des formations : 16 oct. 2017
Inscription à partir 02 oct.2017: 10 000F

Maintenance - Réseau informatique & Internet
Linux & Windows Server - Sécurité informatique
Programmation - Gestion projet - Bureautique

Choisissez vos jours
■ lundi à vendredi
■ samedi à dimanche

Choisissez votre formation
■ en groupe
■ ou personnalisé

Prix abordable

35 000 à 75 000 F/mois



06 621 45 25 / 05 345 78 62

E-mail : kdcomputer2011@gmail.com

849, rue Voula Plateau des 15 ans (vers la pharmacie Jagger) Brazzaville - Congo /



PROMOTION **SPORT**



OFFRE SPÉCIALE
ACCÈS À LA SALLE SPORT

7 JOURS SUR 7
SERVIETTE ET EAU À DISPOSITION

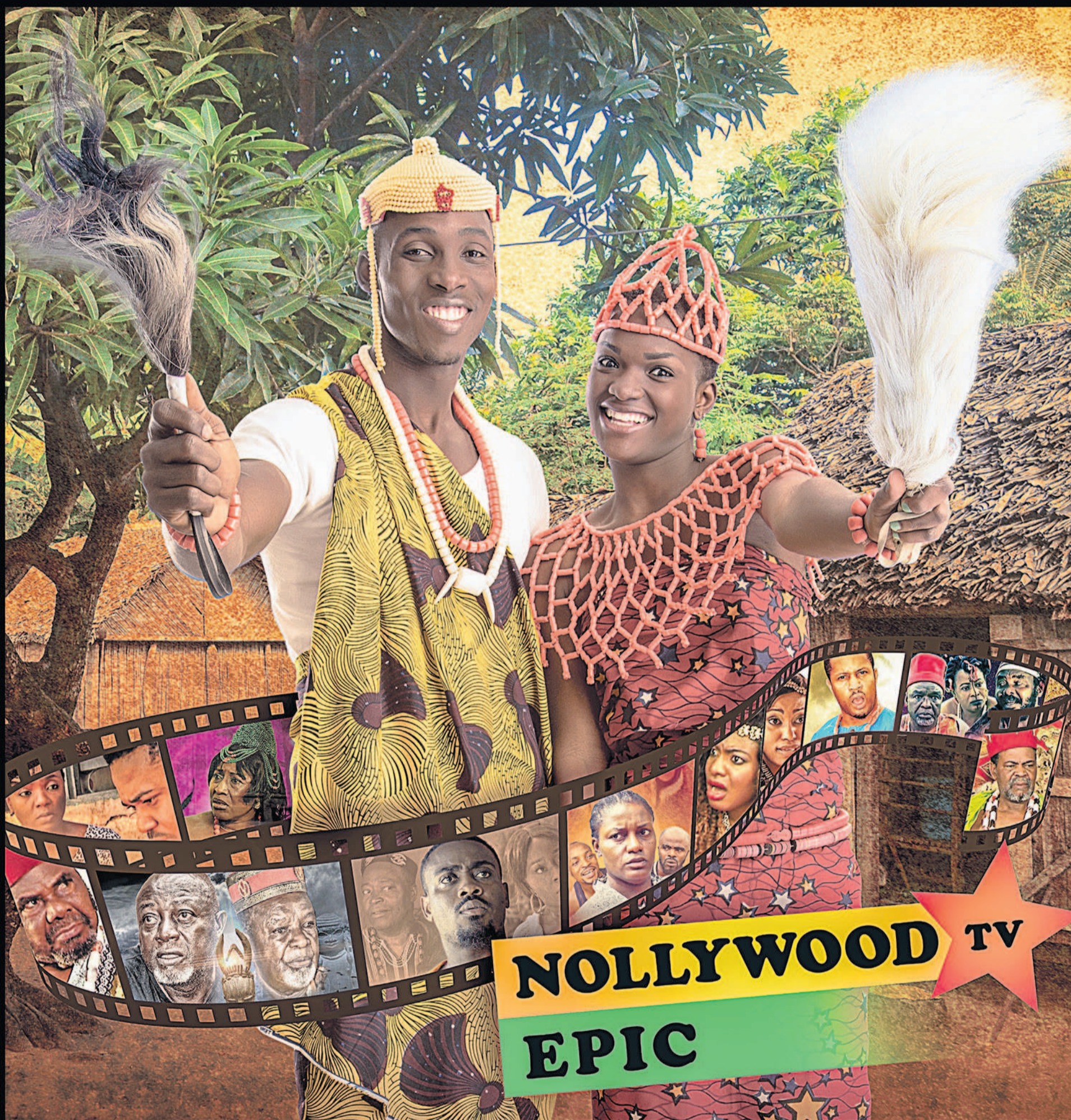
MENSUEL · 75 000 FCFA
TRIMESTRIEL · 150 000 FCFA

OFFRE VALABLE JUSQU'AU **31 OCTOBRE 2017**,
SEULEMENT POUR LES **30 PREMIERS ABONNEMENTS**



PEFACO HOTEL MAYA MAYA
AÉROPORT INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE
★★★★★

ENTREZ DANS L'UNIVERS DES TRADITIONS ET DES SAGAS ROYALES



CANAL+ INTERNATIONAL S.A. AU CAPITAL DE 3 912 064 € - 592.033.401 RCS NANTERRE

10 000 FCFA* LE DECODEUR

CANALPLUS-AFRIQUE.COM

06 877 92 92
(COÛT D'UNE COMMUNICATION LOCALE SELON VOTRE OPERATEUR FIXE OU MOBILE)

* Offre soumise à conditions du 01/08/2017 au 30/09/2017 pour tout nouvel abonnement à l'une des formules suivantes : EVASION+ ou TOUT CANAL+, lié à l'achat d'un décodeur numérique CANAL+. Décodeur à 25 000 FCFA pour les autres formules. La parabole est offerte. Hors frais d'installation et accessoires. Prix TTC maximum conseillé. Voir tarifs et conditions de l'offre auprès de votre Distributeur Agréé.

LES BOUQUETS CANAL+

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE




UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux



Magazines



Dépliants



Livres

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux..

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

REMERCIEMENTS

M. Nseke et famille remercient sincèrement la Direction générale du quotidien «Les Dépêches de Brazzaville» en particulier, les parents, amis et connaissances en général, pour leur assistance multiple et multiforme pendant le deuil de leur très cher regretté Jacob Stéphane Malongani, décédé le 11 octobre 2017 à Brazzaville et inhumé le 21 octobre.
Qu'ils trouvent, ici, l'expression de leur profonde gratitude.



NÉCROLOGIE

Les familles Missamou, Walimeya et Mombongo ; les enfants Ngokaba Yannick, Taylor et Selia annoncent aux parents, amis et connaissances le décès de leur fille, nièce et mère, Marie-Catherine Selia Missamou, le 20 octobre 2017 à Brazzaville.
La veillée mortuaire se tient au n°1089 de la rue Sounda au Plateau des 15 ans.
La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



IN MEMORIAM

26 octobre 1998-26 octobre 2017
Voici dix-neuf (19) ans qu'il a plu au Seigneur de rappeler à lui notre regretté père, grand-père, oncle, grand-frère Daniel Ebina (patriarche de la ligné Ebina).
En ce jour de triste anniversaire, les enfants et petit enfants prient toutes les personnes qui l'ont connu d'avoir une pensée particulière en sa mémoire.
Le Seigneur a donné le Seigneur a repris. Tu resteras a jamais gravé dans nos cœurs. Une messe de 6h sera dite dans les paroisses suivantes :

- Basiliques Sainte Anne de poto-poto Brazzaville
- Anne Marie Javoueh du Centre-ville Brazzaville
- Sainte Marie de Ouenzé Brazzaville
- Sainte Rita de Moukondo Brazzaville
- Saint Jean-Baptiste Djambala





LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la **LITTÉRATURE CLASSIQUE** (africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.








Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila),
Brazzaville République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



STADE DE KINKALA

Hugues Ngouélondélé déplore le mauvais état de l'infrastructure

Le ministre des Sports et de l'éducation physique a fait le constat, le 24 octobre, au terme de sa visite des installations sportives de l'hinterland.

« Nous avons déjà fait le tour de tous les départements pour finir ici au Pool. Le constat est le même. Nous avons trouvé ces infrastructures dans un état de désolation. Ce n'est pas parce que vous ne travaillez pas, mais parce qu'aussi il a dû vous manquer les moyens pour faire face à ces difficultés », a souligné le ministre des Sports, au terme de sa visite au stade de Kinkala.

A l'image d'autres complexes de l'intérieur du pays, le stade de Kinkala présente aussi quelques manquements. Cette installation, construite à la faveur de la municipalisation accélérée, en 2012, n'est pas alimentée en eau et en électricité. Un problème qu'il faut résoudre d'urgence. « Je n'ai pas la baguette magique pour changer les choses tout seul. Un rapport sera adressé au Premier ministre, chef du gouvernement et certainement lui, à son tour, fera état au président de la République », a promis Hugues Ngouélondélé.

Sur le terrain de football, la pelouse non tondue a interpellé sa conscience en même temps que



Hugues Ngouélondélé visitant le stade de Kinkala/Adiac

l'état dans lequel se trouve le stade annexe. Il symbolise, à lui seul, toutes les difficultés de la direction départementale à entretenir ce bijou mis à la disposition de la jeunesse congolaise. L'herbe a gagné les abords des terrains de basketball et de handball.

L'un des panneaux transparents qui soutiennent à la fois le cerceau et le filet, les deux éléments essentiels qui forment le panier de cette discipline, s'est brisé. Une preuve attestant que ces installations n'accueillent plus les sportifs, depuis plus d'une année. D'où l'interpellation du ministre

des Sports. « Il faut donc réfléchir sur la question. Comment faire pour que ces installations soient permanemment occupées. Comment faire pour que les jeunes de Kinkala jouent au basket, au handball et au football, parce qu'avec la présence humaine même l'herbe ne pourra plus pousser », a recommandé le ministre.

Le manque d'encadreurs ou encore des pratiquants était la raison évoquée par la direction départementale. Un argument qui n'a d'ailleurs pas convaincu le ministre. Selon lui, le pays dis-

pose d'un nombre important de professeurs d'éducation physique qui peuvent relever ce défi. « Depuis l'école, on donne envie à l'enfant de pratiquer la discipline parce qu'après il peut se spécialiser soit dans le basket, soit dans le handball. Il faut déjà, à l'école, qu'il ait envie de faire du sport. »

L'exigence des frais d'entretien avant de se produire sur le terrain de basketball a été aussi évoqué. Le ministre des Sports a tranché net: « Il faut trouver les solutions pour que ce beau patrimoine, mis à la disposition du ministère des Sports et de l'éducation physique, ne reste pas en l'état. Il n'est pas question de faire payer. Pour l'instant, la priorité pour moi, c'est l'occupation de ces lieux et

que les gens jouent, particulièrement les jeunes. On ne peut pas avoir ces bijoux et les laisser dans cet état. On trouvera les solutions pour que ça ne soit plus comme ça », a-t-il insisté.

Le stade de Kinkala, rappelons-le, est logé dans le même titre foncier que le domaine de l'agriculture, parce qu'il a été construit dans le domaine réservé au ministère de l'Agriculture. Dans l'urgence, il faut faire la délimitation de l'aire du stade et la reconstitution du terrain de l'agriculture en vue de procéder à un morcellement. « Il faut des titres fonciers pour tous ces stades, pour que finalement, ils deviennent propriétés du ministère, sinon, c'est le flou permanent », a-t-il souhaité. Selon lui, il faut « urgemment, sécuriser ce stade, le garder et l'entretenir ».

Le stade de Kinkala, rappelons-le, a abrité son premier et unique match international, le 23 mai 2015. Les Diables rouges dames affrontaient le Nzalang national de la Guinée Equatoriale, dans le cadre des éliminatoires des Jeux olympiques de Rio. Sur le plan national, il a accueilli, quand la pelouse du stade Alphonse-Massamba-Débat était en mauvais état, les rencontres du championnat national de football et de la coupe du Congo. L'AS Kimbonguela qui disputait ses matches de Ligue 1 sur ce terrain, avait vu ses matches délocaliser à Brazzaville, après les événements du 4 avril 2016.

James Golden Eloué

CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES CLUBS DE HANDBALL

Abo-Sport en quarts de finale



L'équipe d'Abo-Sport (Adiac)

Les Congolaises ont franchi une nouvelle étape. En deux rencontres, elles ont réalisé autant de victoires, se qualifiant ainsi pour la suite de la compétition qui se dispute en Tunisie.

Abo-Sport n'a pas tremblé devant Africa Sport d'Abidjan en lui infligeant une défaite 39 à 26. L'équipe a réédité l'exploit face aux Algériennes de GSP 35 à 22. Deux victoires synonymes de qualification en quarts de finale. Il reste à Abo-Sport un match à disputer face à FAP du Cameroun. Une rencontre qui permettra de déterminer le premier du groupe A dans lequel

Abo-Sport est logé. Le résultat n'aura pas un impact négatif sur la qualification des Congolaises qui, désormais, porte l'espoir du public sportif national dans cette compétition continentale.

Caïman éliminé

Caïman, qui a représenté le Congo en version masculine, a fait long feu. L'équipe a plié bagage dès le premier tour de la compétition. Face à JSK, les Congolais ont courbé l'échine 32 à 36. Devant FAP du Cameroun, Caïman a enregistré sa deuxième défaite. Le rêve d'atteindre le carré d'as cette saison en compétition africaine a donc été

définitivement enterré après cette deuxième contre-performance. Caïman qui a déjà fait ses preuves au niveau national, devrait continuer à travailler d'arrache-pied pour se faire un nom au plan continental comme l'ont toujours rêvé ses responsables. En rappel, en 2015 la performance de Caïman au Championnat d'Afrique de vainqueurs de coupes a permis d'améliorer le classement du Congo qui était passé de la 11e à la 9e place. En 2016, après le Championnat d'Afrique des clubs champions, l'équipe a ramené le Congo à la 6e place.

Rominique Makaya

JOURNÉE FIFA

Le Congo affronte le Bénin à Brazzaville avant l'Ouganda

Sébastien Migné a rendu officielle sa liste des 23 joueurs pour la double confrontation des Diables rouges en novembre. Les Congolais recevront les Ecreureils du Bénin, le 08 novembre, dans le cadre du match amical comptant pour la journée Fifa.

Ce match leur permettra d'améliorer leur classement Fifa. Les Diables rouges, rappelons-le, sont actuellement 94^e au dernier classement mondial derrière le Gabon 92^e, la Guinée Bissau 88^e, la Libye 87^e et le Bénin 79^e et 22^e au classement africain, dominé par la Tunisie, l'Egypte et le Sénégal.

Quatre jours après, ils vont recevoir, le 12 novembre, au Complexe sportif de Kintélé, les Crânes de l'Ouganda dans le cadre de la 6e et dernière journée des éliminatoires de la Coupe du monde Russie 2018. Ce match qui ne changera rien à la position des Diables rouges, sera un test de plus avant le rendez-vous, de mars prochain, contre le Zimbabwe dans le cadre de la deuxième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2019.

La liste des 23 Diables rouges

Gardiens : Barel Mouko (La Mancha); Christoffer Mafoumbi (Blackpool Fc/ Angleterre); Perrauld Ndinga (Patronage Sainte-Anne).

Défenseurs : Romaric Etou (Beitar Tel Aviv /Israël); Beranger Itoua (Cara); Fernand Mayembo (Grenoble/France); Tobias Badila (Nancy/France); Baudry Marvin (Zulte Waregem/Belgique); Arnold Bouka Moutou (Dijon/ France); Baron Kibamba (Cara); Davy Dimitri Bissiki Magnokélé (AC Léopards de Dolisie).

Milieux du terrain : Prince Oniangué (Wolverhampton/Angleterre); Delvin Ndinga (Sivassport/Turquie); Durel Avounou (Caen/France); Césair Gandzé (AC Léopards de Dolisie); Dylan Bahamboula (Dijon/France); Delarge Dzon (Bursaspor/ Turquie); Matheus Botamba (Tongo Fc)

Attaquants : Thievy Bifouma (Sivassport/Turquie); Dylan Saint-Louis (Paris FC/France); Dore Ferebory (Clermont/France); Rahavi Kifoueti (Doxa Katokopias /Chypre); Juvhel Tsumou (Ernis Arradi-pou/Chypre).

James Golden Eloué

LUBUMBASHI

Libération des militants d'opposition arrêtés

L'information a été donnée, le 25 octobre, par les dirigeants de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) et par la police.

Les membres de l'opposition ont été arrêtés en marge de la visite de leur chef de file, Félix Tshisekedi, à Lubumbashi, dans le sud-est de la République Démocratique du Congo (RDC). «Les militants arrêtés dimanche et lundi viennent d'être libérés ce matin par la police», a déclaré à l'AFP Dany Kabongo, un responsable local de l'UDPS, parti historique d'opposition. «Nous avons libéré toutes les personnes arrêtées lors de la visite de M. Félix (Tshisekedi) à Lubumbashi», a déclaré pour sa part le chef de la police du Haut-Katanga, le général Paulin Kyungu. Dans un communiqué conjoint, le 25 octobre, la délégation de l'Union européenne en RDC en accord avec les chefs des missions diplomatiques des États-Unis, de la Suisse et du Canada ont appelé à la «libération» des «nombreux membres de l'opposition» arrêtés à Lubumbashi. Les militants arrêtés étaient au nombre de 28 selon la police, une cinquantaine selon l'UDPS.

Les chefs de ces missions diplomatiques se sont également déclarés «profondément préoccupés par les restrictions à la liberté de réunion imposées par le gouvernement de la RDC et les autorités

locales» de Lubumbashi. Ils ont appelé les autorités et les forces de sécurité à laisser les activités pacifiques de la société civile ou de l'opposition «se dérouler sans perturbation». Cependant, les chefs des partis d'opposition doivent «s'assurer que leurs activités et leurs partisans respectent les normes démocratiques et l'État de droit», ajoute le communiqué.

Le 23 octobre, plusieurs dizaines de militants d'opposition qui se rendaient à l'aéroport accueillir Félix Tshisekedi, chef de l'opposition, ont été dispersés à coups de gaz lacrymogènes. M. Tshisekedi a accusé, le 24 octobre, la police de l'avoir empêché de quitter son hôtel pour se rendre à un meeting.

La RDC traverse une crise politique profonde liée au maintien au pouvoir du président Joseph Kabila dont le mandat a expiré le 20 décembre 2016. La Constitution ne lui permet pas de se représenter mais l'autorise à rester en fonction jusqu'à l'élection de son successeur.

Depuis quelques semaines M. Tshisekedi appelle à une «transition sans Kabila» après le 31 décembre 2017, si la présidentielle n'est pas organisée avant cette échéance comme le prévoyait l'accord majorité/opposition conclu le 31 décembre 2016.

AFP

ALTERNANCE

Le Rassemblement insiste sur la date du 31 décembre 2017

La plate-forme politique de l'opposition soutient que le départ du président Joseph Kabila du pouvoir, au plus tard à l'échéance échue, devra permettre la mise en place d'une transition citoyenne pacifique.

Dans un communiqué publié le 24 octobre, le Rassemblement a réitéré sa position quant à la question de l'alternance à la tête de l'État. Il a, en effet, réaffirmé sa position exprimée lors de la clôture de son deuxième conclave. Pour cette famille politique, le président Joseph Kabila doit quitter le pouvoir afin de permettre la mise en place d'une transition citoyenne pacifique qui devra se faire sans lui.

Ce regroupement a, par ailleurs, dit constater que la direction actuelle de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) n'a été capable ni de publier un calendrier électoral, ni de confectionner à temps utile un fichier électoral pour permettre l'organisation rapide des élections. «Elle s'est montrée totalement au service de la majorité présidentielle dont elle exécute les instructions pour bloquer le processus électoral»,

a regretté le Rassemblement. Il fait du changement des dirigeants actuels de la Céni l'une des conditions sine qua non de l'organisation des élections véritablement démocratiques et crédibles dans le pays.

Non aux restrictions des libertés fondamentales

La plate-forme politique s'est également insurgée contre les restrictions des libertés des manifestations et des réunions publiques. Elle a également condamné la répression aveugle dont font l'objet ses membres ainsi que d'autres forces vives de la nation acquises au changement, évoquant le cas de la répression par les forces de l'ordre et de sécurité des militants venus massivement accueillir son président, Félix Antoine Tshisekedi, le 23 octobre à l'aéroport de la Luano à Lubumbashi. Le Rassemblement a aussi fustigé l'interdiction faite à ce dernier de communiquer avec la population de cette ville et les voies de fait qui ont été exercées, le 24 octobre, sur sa personne par les forces de l'ordre et de sécurité. Les arrestations qui s'opèrent actuellement dans le pays ont été également

condamnées, le cas de Marie Joëlle Essimbo du mouvement Eccha.

Battant le rappel des troupes, la plate-forme a appelé tous les Congolais, de l'intérieur et de l'extérieur, à prendre la mesure de la gravité de la situation actuelle et à se mobiliser pour gagner ce combat. «Puisque le devoir de l'article 64 de la Constitution s'impose à tous et à chacun de nous, M. Kabila ne doit pas demeurer au pouvoir au-delà du 31 décembre 2017», lit-on dans ce communiqué signé par le président du conseil des sages du Rassemblement, Pierre Lumbi Okongo.

Il demande, enfin, à tous les Congolais à se préparer à répondre au mot d'ordre qui sera lancé bientôt et à participer massivement à toutes les actions qui vont être entreprises dans les jours et semaines à venir. La prise de parole par le Rassemblement a été dictée par les différentes réunions qui se sont tenues ce mois d'octobre, y compris la rencontre entre les membres du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine avec une délégation de cette famille politique.

Lucien Dianzenza

AFRIQUE FRANCOPHONE

Un PIB en hausse pour la RDC

Le pays a réussi à tripler la taille de son économie en l'espace de douze ans, selon la Banque africaine de développement (BAD) dans son rapport 2017 sur les dix pays les plus riches de la région.

Avec ses 44,7 milliards de dollars américains USD de produit intérieur brut (PIB), la République Démocratique du Congo (RDC) occupe la douzième place en Afrique, derrière la Libye qui affiche ses 47 milliards. Cependant, en partant du classement des pays les plus riches d'Afrique subsaharienne ayant le français comme première langue officielle (source Agence Ecofin), la RDC se classe à la première place. Derrière elle, constituant ainsi le top dix, il y a la Côte d'Ivoire (38,49 milliards \$), le Cameroun (32,62 milliards \$), le Sénégal (16,96 milliards \$), le Gabon (16,18 milliards \$), Maurice (14,40 milliards \$), le Burkina Faso (14,27 milliards \$), le Mali (13,82 milliards \$), le Bénin (10,42 milliards \$) et Madagascar (10,31 milliards \$).

Par rapport à l'économie congolaise, il faut noter d'emblée le triplement de sa taille sur une période de douze ans. Elle a ainsi franchi la barre des 44 milliards de dollars américains USD de PIB au cours de l'année 2017. Par ailleurs, il faut insister sur un autre détail majeur. Ce classement concerne concrètement le PIB global des économies d'Afrique subsaharienne

francophone, mais ne reflète en rien le mieux-être de la population. En clair, les évaluations considèrent, par exemple, les informations relatives aux cours mondiaux des matières premières et autres activités économiques. Sur ce point, il est inutile de rappeler que la RDC est le premier producteur de cuivre de la région.

Selon les informations de la BAD, le pays enregistre actuellement sa pire baisse du taux de croissance de son PIB. L'on est passé de 6,9 % en 2015 à 4,3 %. En 2014, une période de plein boom minier, le taux de croissance du PIB est arrivé jusqu'à 9 % (source Banque mondiale). Au niveau de l'architecture du PIB, l'on constate un réel changement après la chute des prix des matières premières.

En effet, les secteurs secondaire et tertiaire ont progressé plus rapidement, contribuant ainsi plus fortement à la croissance économique d'une manière générale. Il s'agit, en ordre d'importance, des secteurs comme le commerce, les télécommunications et les industries manufacturières. Par contre, le traditionnel secteur primaire, jadis le principal moteur de la croissance économique, a affiché une contribution bien moindre. Les informations les plus récentes (2017) font état d'un taux de croissance économique qui devrait se situer à 2,4 % au cours de cette année. Nous y reviendrons.

Laurent Essolomwa

MICRO-FINANCE

Ça chauffe à la CBCO

Le processus de liquidation, en cours depuis 2014, a pris une autre tournure depuis que les épargnants, qui déplorent la passivité du liquidateur dans le remboursement des épargnes bloquées, ont saisi officiellement le gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC).

Entre 2015 et 2016, le secteur de la micro-finance a enregistré au moins trois failles. Récemment encore, I-Finance annonçait à ses clients la reprise de leurs épargnes à la Finca, la première institution de micro-finance du pays. A la Coopérative de la communauté baptiste du Congo ouest (CBCO), la tension est loin de baisser entre son liquidateur et le Collectif des épargnants toujours en colère trois ans après le démarrage du processus de liquidation en juillet 2014. Dans une correspondance publiée le 24 octobre dernier, ce collectif a sollicité officiellement l'implication de la BCC pour accélérer le remboursement de leurs épargnes bloquées. Il estime que depuis 2014, le liquidateur empêche les membres du collectif d'avoir accès à leurs épargnes. Le processus de liquidation, a-t-il martelé,

accuse une lenteur préjudiciable aux intérêts des épargnants.

S'exprimant en des termes très durs dans cette correspondance, le collectif a noté l'absence manifeste d'effort dans la communication régulière avec les épargnants. Par ailleurs, a-t-il ajouté, aucun épargnant n'a pu obtenir des informations sur la situation des épargnes après la dépréciation de la monnaie nationale. Pour rappel, l'on parle d'une dégradation de près de 40 % du Franc congolais au cours de l'année 2016 mais la tendance a débuté bien avant cette période.

En effet, un profond malaise s'est emparé du secteur financier congolais au lendemain de la crise économique qui a commencé à se faire ressentir sur les fondamentaux depuis la seconde moitié de l'année 2015. Par rapport à ses attentes inassouvies, le collectif a exigé une amélioration de la communication du liquidateur. Il est décidé, par ailleurs, à obtenir une intervention de la BCC car ses membres n'ont plus accès aux guichets de la coopérative CBCO après leur fermeture.

Une telle situation risque de freiner l'émergence d'une classe moyenne en République Démo-

cratique du Congo (RDC). Les coopératives brassent énormément d'argent, d'où leur importance stratégique dans la définition d'une politique nationale de développement du secteur financier. Toutefois, le secteur de la micro-finance a payé un lourd tribut du marasme économique actuel. Bien implantée dans l'est, la première coopérative du pays, en l'occurrence la Mecreco, a été frappée par une mesure de liquidation de la BCC en octobre 2016. Il s'agit d'une institution qui comptait près de 200 000 clients répartis dans 7 provinces congolaises. D'autres chiffres, plus effrayants, ont révélé l'augmentation du taux moyen de risque pour les institutions de micro-finance, partant de 5 à 15 % en 2016.

Il est difficile d'éviter l'urgence de lancer un vrai débat sur l'avenir de la micro-finance en RDC. Il y va, d'ailleurs, de la sécurité des millions et des millions de Congolais qui fréquentent quotidiennement ces institutions. Beaucoup, parmi eux, ont perdu et continuent à perdre leur argent sans que les décideurs ne s'en émeuvent outre mesure.

L.E.

MINISTÈRE DU BUDGET

Les membres de l'UNC priés de se désolidariser de Pierre Kangudia

Un ultimatum de quarante-huit heures leur a été donné pour se conformer à la décision prise par la direction politique du parti.

Le feuilleton Union pour la nation congolaise (UNC) se poursuit. Après le refus de Pierre Kangudia de quitter son poste de ministre d'État chargé du Budget à la suite d'une décision du directoire du parti découlant de la non-application de l'accord de la Saint-Sylvestre, c'est au tour des membres du parti prestant au sein de son cabinet d'être sommés à rendre le tablier. Dans un communiqué publié le 25 octobre et signé par le président de l'UNC, Vital Kamerhe, il leur est demandé de se désolidariser de Pierre Kangudia en regagnant le parti. Tout en remerciant ceux qui l'ont fait de manière spontanée, l'UNC encourage ses cadres qui hé-

sitent encore à signaler leur retour au parti.

« À défaut, le parti sera obligé de constater l'auto-exclusion », lit-on dans le communiqué. « La direction politique de l'UNC prend acte de l'auto-exclusion du parti de Pierre Kangudia et de sa décision de se mettre à la disposition du président de la République, autorité morale de la majorité présidentielle (...) », ajoute le communiqué. Pierre Kangudia se retrouve dans cette situation avec deux autres membres du parti, en l'occurrence Mamie Kanku et Tracien Boma dont l'auto exclusion a été constatée.

Jusqu'à ce jour, la décision de Pierre Kangudia de rester au gouvernement contre l'avis de son parti continue à être commentée dans tous les sens. À l'UNC, l'on assimile cette attitude ni plus ni



Pierre Kangudia

moins qu'à une trahison. « C'est le parti qui l'a mandaté. Lorsque le parti vous demande de partir, j'ai du mal à comprendre com-

ment on peut invoquer le fait que c'est le président de la République qui vous a nommé et qu'on s'en remet à lui. En politique, je

ne pense pas que ce soit d'une grande élégance », a estimé Jolino Makelele, porte-parole de l'UNC.

Alain Diasso

FOOTBALL

La Super Coupe du Congo reportée de fait

L'option prise par le TP Mazembe de rester au Maroc pour préparer la finale aller de la Coupe de la Confédération contre Supersport United met la Fédération congolaise de football association (Fécoba) dans l'obligation de changer la date de l'organisation de la compétition qui oppose le vainqueur du championnat national au gagnant de la Coupe du Congo.



Le siège de la Fécoba

La Fécoba avait fixé au 29 octobre le match de la Super Coupe du Congo. Champion du Congo 2017, le Tout-puissant Mazembe devrait affronter l'AS Maniema Union de Kinshasa, vainqueur de la Coupe du Congo. Cette rencontre qui devrait se jouer sur le terrain du champion du Congo n'aura plus lieu à cette date. En effet, Mazembe vient de se qualifier pour la finale de la Coupe de la Confédération après avoir contraint au résultat de zéro but partout le club marocain de Fath Union Sport (FUS) en demi-finale retour. Au match aller à Lubumbashi, Mazembe s'était imposé par un but à zéro.

Pour préparer la finale aller de la C2 africaine programmée le 19 novembre à Lubumbashi contre Supersport United d'Afrique du Sud, le club de Lubumbashi a choisi de res-

ter en terre marocaine. « Dès ce lundi 23 octobre, le TPM démarre un stage de deux semaines à Rabat. L'équipe, qui devrait rentrer à Lubumbashi en ce début de semaine, poursuivra son séjour dans la capitale marocaine afin de préparer la finale de la C2 face au Supersport », précise le site web officiel de Mazembe.

Soulignons que la finale retour de la Coupe de la Confédération est prévue à Pretoria, une semaine après la première confrontation entre les deux clubs qui s'étaient déjà affrontés dans la phase des poules. Par rapport à cette situation assez inattendue qui perturbe le calendrier de la Super Coupe du Congo, le secrétaire général de la Fécoba aurait promis de trouver la solution. On attend voir.

Martin Enyimo

VISITE DE NIKKI HALEY EN RDC

Un agenda très chargé

L'ambassadrice des États-Unis d'Amérique aux Nations unies foule le sol congolais, ce 26 octobre, par Goma au Nord-Kivu, porteuse d'un message du président américain, Donald Trump, adressé à son homologue congolais, Joseph Kabila Kabange.

Très attendue et après un premier report, la visite en RDC de Nikki Haley pourrait être effective ce 26 octobre. Elle débutera sa visite par Goma où elle est attendue pour palper du doigt certaines réalités liées aux turbulences qui caractérisent la vie dans ce coin du pays, cible des groupes armés. Dans son agenda, il est prévu que l'officielle américaine visite un camp des réfugiés en plus des audiences qu'elle aura à accorder aux différentes autorités politiques, militaires, religieuses et coutumières. Le lendemain, le 27 octobre, elle sera à Kinshasa pour une série de contacts avec les milieux politiques, économiques et de la société civile.

Le programme prévoit des entretiens avec la délégation de la Conférence épiscopale nationale du Congo, la Commission électorale nationale indépendante et le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en RDC, Maman Sidikou. La rencontre avec le chef de l'État, Joseph Kabila, se présente comme le point d'orgue d'une visite dont les contours demeurent encore difficiles à définir.

Des indiscretions allèguent que Nikki Haley tentera, par le biais de sa visite en Afrique, de susci-



Nikki Haley

ter des adhésions massives autour de la nouvelle politique de Washington pour le continent. Cette première visite en Afrique de la proche collaboratrice de Donald Trump est censée poser les bases d'une politique claire des États-Unis à l'endroit des pays africains déchirés par la guerre vis-à-vis desquels ils ont de gros intérêts à la fois humanitaires, économiques et stratégiques.

Dans la foulée, il n'est pas exclu que Nikki Haley brandisse le sceptre d'une menace de révision ou de renouvellement sous conditions de l'aide américaine. « Ni le Soudan du Sud ni la RDC n'ont montré de réels progrès vers des solutions politiques pour mettre un terme à la violence », avait déclaré, en son temps, la diplomate américaine donnant le ton à une perspective de plus en plus audible d'une requalification de la Monusco pour plus d'efficacité. Et d'ajouter : « La bonne volonté et la générosité du peuple américain sont bien connues et

nous continuerons d'aider les plus vulnérables. Mais nous ne le ferons pas si notre aide est constamment bloquée pour atteindre les personnes dans le besoin. Nous devons veiller à enregistrer des progrès vers des solutions politiques (...) ». Autrement dit, les États-Unis veilleront dorénavant à ce qu'une paix durable et une stabilité soient effectives en Afrique et plus particulièrement dans les régions secouées par des conflits armés. D'Addis-Abeba (Éthiopie) à Kinshasa (RDC) en passant par Juba au Soudan du Sud, l'envoyée spéciale de Donald Trump est astreinte à apprécier ce qui peut être fait au sujet des violences, des réfugiés et de la famine de sorte à permettre à son pays d'influer positivement sur les crises en cours dans ces différents pays. Au sujet de la RDC, l'importance d'organiser les élections ainsi que la nécessité de s'attaquer aux causes profondes des conflits sont souvent mises en exergue.

A.D.

CFCO

Fidel Dimou échange avec les partenaires sociaux et l'administration

Les maux qui minent l'entreprise ont été au centre de l'entretien que le ministre des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande a eu avec ses interlocuteurs.

En séjour de travail à Pointe-Noire, le ministre Fidèle Dimou a visité les différents centres de production du Chemin de fer Congo-Océan (CFCO). Il s'est rendu notamment dans les ateliers de KM4 (qui abritent la direction de l'approvisionnement et de transit et celle du matériel et tractions); à la direction médico-sociale; à la gare centrale dont le bâtiment historique tombe en ruine; au site de Petit entretien (lieu des opérations légères comme le traitement des rames voyageurs) et au Poste central de triage, site de déroulement de toutes les opérations et formalités des marchandises. Ces lieux, d'habitude mouvementés, sont devenus calmes et déserts par manque d'activités.

Cette visite lui a permis de faire un état des lieux et se rendre compte des difficultés auxquelles est confronté le CFCO dans tous ces compartiments. A l'issue de celle-ci, Fidel Dimou s'est entretenu avec les



Fidel Dimou, au centre, lors de la visite des ateliers de KM4. - Crédit photo Adiac

partenaires sociaux et l'administration de cette entreprise. La rencontre avec les premiers a principalement tourné autour de la question des salaires dont le CFCO accuse un retard de 9 mois. Les autres problèmes évoqués au cours des échanges avec les deux parties ont porté, entre autres, sur la détérioration et le manque de matériel, d'équipements et d'infrastructures.

Il en ressort que les voies du CFCO sont vétustes. On note 586 cassures de rails (soit plus d'une cassure par kilomètre), 92 ralentisseurs sur près de 50 kilomètres avec un certain nombre de problèmes liés à la sécurité.

Il y a aussi le vieillissement du capital humain. Sur cette question, le directeur général par intérim du CFCO, Jean Claude

Louboungou Tchibassa, a souligné la nécessité de poursuivre le rajeunissement du personnel qui doit bénéficier d'une formation « à travers la réouverture du centre de formation professionnelle, le transfert de connaissances et les contrats de prestation ».

L'occasion a aussi permis d'évoquer les projets de l'Etat pour permettre à l'entreprise de re-

prendre du service et d'aborder les questions techniques et financières qui vont nécessiter l'appui des ministères des finances et des grands travaux. « J'ai trouvé un personnel motivé qui croit en la relance de l'activités de l'entreprise. J'ai échangé avec les partenaires sociaux et l'administration, il y a concordance de vue sur le constat que je viens de faire sur le terrain et sur la nécessité de réhabiliter et de relancer le chemin de fer. Il faut tenir compte de tous ces paramètres et trouver des moyens avec l'appui de l'Etat pour le faire. J'ai fait un constat, je vais faire un rapport à ma hiérarchie pour trouver des solutions », a dit le ministre, soulignant la nécessité de réhabiliter aussi le bâtiment de la gare centrale et de ravitailler le centre médico-social en médicaments.

Faisant état des efforts de l'Etat pour relancer le CFCO, Fidel Dimou a informé de la commande de pièces de rechange du matériel et de la recommandation du président de la République relative à la mise en place d'un comité interministériel pour gérer le dossier de cette entreprise.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



FOOTBALL

Le match retour FC Nathaly's / V Club Mokanda reste ouvert

Le match de barrage aller, comptant pour le maintien et la montée en Ligue d'honneur de l'un ou l'autre des deux clubs de Pointe-Noire, s'est soldé par un score nul, le 24 octobre au Complexe sportif de Pointe-Noire.

Les deux formations conservent leurs chances égales. 16^e à l'issue du championnat national Ligue 1 qui s'est achevé en septembre dernier, le FC Nathaly's affrontait V Club Mokanda, premier de la Ligue 2 nationale, pour une place en Ligue 1. A l'issue du match, les deux équipes se sont séparées dos-à-dos. Les deux staffs techniques ont encore deux jours pour parfaire les faiblesses constatées au match aller, afin d'aborder le retour avec plus de détermination.

Au sortir de la rencontre, l'entraîneur du FC Nathaly's, Joseph Dumbé Makaya, a déploré le manque de réalisme de ses poulains. Il entend corriger les manquements



Le duel FC Nathaly's vs V Club Mokanda «Today photo»

pour maintenir l'équipe en Ligue1. «Ce nul n'est pas suffisant pour nous mais nous gardons encore toutes les chances d'assurer notre

maintien. Nous croyons à une sensation le 29 octobre. C'est pourquoi, nous invitons nos sympathisants à ce dernier rendez-vous de la saison sportive pour pousser le FC Nathaly's à la victoire », a-t-il indiqué.

De même, l'entraîneur de V Club Mokanda n'est pas satisfait du résultat du match. « Je ne suis pas content du résultat du match aller, parce qu'à l'issue d'un championnat Ligue 2 joué en aller et retour, on devrait gagner un tel match. Qu'à cela ne tienne, nous avons vu jouer l'adversaire. Nous jouerons le match retour par rapport au tableau présenté », a dit l'entraîneur qui souhaite retrouver son public en Ligue1 la saison prochaine.

Soulignons que le deuxième duel de ces barrages, joué à Brazzaville, entre FC Kondjo et le Centre de formation la Djir a été dominé par ce dernier sur le score de 2 à 1.

Charlem Léa Legnoki

MUSIQUE

Caprice Dicon en concert à l'espace airtel city

Le célèbre chanteur et auteur-compositeur se produira le 29 octobre, dans le deuxième arrondissement de Pointe-Noire (Mvoumvou).

Caprice Dicon est un artiste reconnu pour son énergie communicative. Ces derniers temps, il a enchaîné les scènes de la place pour offrir à son public des concerts émouvants et inoubliables. Il y a quelques mois, il avait complètement électrisé l'espace du restaurant-bar le Kasdal'house avec un show spectaculaire, unanimement salué par les mélomanes.

Le musicien a ensuite confirmé cette flamme, quelques jours plus tard, lors d'un show exceptionnel qu'il a livré au VIP Itoro, à Mvoumvou. Comme si cela ne suffisait pas, Caprice Dicon a décidé de remonter sur scène pour livrer un nouveau concert ce dernier week-end d'octobre. Cette fois-ci, à l'espace airtel city, non loin de la maison communale de Mvoumvou. Le spectacle qui se prépare



Caprice Dicon crédit photo: «DR»

avec maestria sera comme un cocktail explosif de Rumba servi avec passion et dynamisme, une prestation riche en émotion, née de la pureté d'une voix profonde dont le maître d'œuvre n'est autre que Caprice Dicon. Cet artiste a conquis le cœur de nombreux mélomanes avec des chansons comme «Gentleman», «Ba jaloux», «Règlement intérieur» et bien d'autres. Pour tout dire,

Caprice Dicon a su inventer un style détonnant et étonnant porté par sa voix singulière. Ce qui fait de lui, l'un des plus grands artistes du pays. Lauréat Tam -Tam d'or en 2009 et prix Tchikounda en 2011 dans la catégorie de meilleur chant et de meilleur clip.

Le rendez-vous est donc pris pour le 29 octobre, à 12h, pour une prestation qui s'annonce déjà grandiose.

Hugues Prosper Mabonzo

VERNISSAGE

Christian Badibanga expose « Kende Zonga » à l'IFC de la ville océane

Originaire de la République démocratique du Congo (RDC), l'artiste peintre va présenter son œuvre sur le mouvement rétrograde de l'homme, le 27 octobre à partir 19 heures, lors de l'exposition organisée par Matombi Productions et l'IFC.

Dans son travail, Christian Badibanga constate que non seulement l'homme avance à reculons et tourne en rond mais l'Afrique également stagne et régresse. D'où cette expression « Kende Zonga ». En effet, Kende Zonga est une histoire, un quotidien et un avenir. En contemplant cette œuvre, on arrive à penser irrésistiblement aux cycles de la vie, aux conflits, à la réconciliation, aux tyrannies, à la démocratie et à bien d'autres choses.

La satire de cette peinture pousse également à réfléchir sur les sévices que vit la population africaine, partant de l'esclavage à la colonisation, de la colonisation à l'indépendance et de l'indépendance au néo-colonialisme. Kende Zonga est une œuvre qui relance le débat de l'identité africaine. Pour ce faire, l'artiste se pose deux bonnes questions : Que faire pour que ceux qui sont partis reviennent ? L'homme appartient-il à la terre qui l'a vu naître ou à celle de ses ancêtres ? Christian Badibanga est un ar-

tiste qui s'est détaché depuis une dizaine d'années de l'École des beaux-arts de Kinshasa, en recherchant des canons esthétiques moins conventionnels que ceux de la simple peinture figurative académique. Il incruste dans ces toiles des boutons collectés au fil du hasard, ce qui donne un certain relief à ses figures. Des formes anthropoïdes, fort expressives, sans doute malmenées par les réalités dont elles font partie, cousues et recousues de boutons, des spirales, des lignes inachevées, un symbolisme tantôt banal, tantôt plus universel.

Christian Badibanga collecte aussi des objets dans son environnement pour réaliser des installations en rapport avec les peintures qu'il réalise, donnant ainsi une dimension supplémentaire à ses expositions. C'est un peintre néo-expressionniste abstrait et matérialiste qui agit sur le bois peint à l'huile ou à l'acrylique. En détruisant du bois à l'aide du feu et en ajoutant cette nouvelle matière non traditionnelle sur la toile, il produit des œuvres d'arts plastiques très actuelles. Et l'œuvre qui résume le mieux son travail pour laquelle il a reçu en 2015 le 1er prix de l'exposition African Art Fair à Paris (France) est le « Mandela ».

H.P.M.

MUSIQUE CLASSIQUE

Armonie Serault Massamba laisse le public sur sa soif

Pendant 01h20 environ, le grand tromboniste, accompagné de la fanfare salutiste du poste de Ouenzé, a émerveillé l'assistance venue nombreuse, le 21 octobre, assister au concert qu'il a donné au Centre culturel russe (CCR) de Brazzaville.

Le spectacle a connu la présence de plusieurs chefs de mission diplomatique dont l'ambassadeur de la fédération de Russie en République du Congo, Valery Mikhaylov. Il a marqué la rentrée culturelle et musicale de ce centre.

Dirigée par Séraphin Eddy Kanga Bonazezi, la fanfare salutiste du poste de Ouenzé, dans le cinquième arrondissement de Brazzaville, a émerveillé le public. A tout Seigneur tout honneur, la fanfare a commencé par l'hymne national russe avant d'enchaîner par un morceau russe, en fait un chant populaire intitulé «Polouchko-Pole» (air russe) qui met en valeur les danses russes, l'engouement et la joie du grand pays de la Fédération de Russie. S'en est suivi un autre morceau que cette fanfare a joué, qui est un concerto présenté par un autre instrument qu'on appelle trombone. C'est un concerto pour trombone et orchestre.



La chorale symphonique de l'Armée du Salut en concert au CCR...

Pour la circonstance, l'orchestre a été représenté par la fanfare de l'Armée du Salut qui a accompagné un jeune musicien talentueux, étoile montante de la musique classique dans le domaine du trombone, Armonie Serault Massamba.

A l'issue du concert, le directeur du CCR, Sergueï Belyaev, a exprimé sa joie en déclarant publiquement qu'il n'avait pas à envier des concerts symphoniques donnés à New-York, Moscou ou d'autres villes européennes ou

américaines. Il en a profité pour annoncer la suite du programme de son centre.

« Notre prochaine activité sera

lais ainsi que des tables rondes académiques. », a-t-il dit. Les tenants de la fanfare ont remercié, quant à eux, les organisateurs de

cé son retrait sous peu pour céder la place à son adjoint. Cette fanfare fait l'honneur de l'église salutiste et de la République du



...Les spectateurs (Adiac)

la soirée consacrée à la fête nationale russe, qui s'appelle «La journée de l'unité nationale» datant du XVIII^e siècle. Elle se célèbre le 4 novembre de chaque année. Mais nous aurons aussi la projection des films consacrés à la Révolution d'octobre qui a eu lieu il y a 100 ans. Il est également prévu d'autres concerts dont celui de l'artiste musicien Djoson philosophe avec son orchestre. Aussi, nous aurons des rencontres avec des écrivains et les poètes congo-

cette soirée ainsi que le maestro Josias N'Gahata qui a arrangé certains rythmes comme l'hymne de la fédération de Russie et bien d'autres. Après ce concert, la fanfare salutiste prépare une autre série des concerts qu'elle va présenter dans des églises et, dans la mesure du possible, au Centre de formation et de recherche en art dramatique, entre autres.

Signalons que la fanfare salutiste existe depuis près de 40 ans. Séraphin Eddy Kanga Bonazezi la dirige depuis 36 ans. Il a annon-

Congo. On trouve en son sein des musiciens qui évoluent dans la musique principale des Forces armées congolaises. Elle utilise la percussion, les cornets, les altos (qui viennent pour adoucir), les ténors, les trombones, les Bass (gros instruments)... La caractéristique de cette fanfare, c'est la présence d'une dame qui joue du borriton et d'un adolescent. Dans le domaine de l'art, expliquent-ils, il est important de commencer très tôt.

Bruno Okokana

DISTINCTION

Baudoin Mouanda lauréat du Prix Alliance française en Espagne

A la limite du journalisme, le reportage du Congolais de Brazzaville sur «La lumière comme bien essentiel» vient d'être distingué par les organisateurs du concours.

Par courriel, le photographe congolais a été avisé de sa nouvelle distinction. En substance, la lettre signée par le chargé du service culturel de l'ambassade de France en Espagne stipulait ce qui suit : « J'ai l'honneur de vous annoncer que vous avez remporté le premier prix du Concours international de photographie de l'Alliance française en Espagne et EFTI

plique Baudoin Mouanda. Car, ajoute-t-il, « le manque d'électricité est un frein au développement et incite plusieurs jeunes à migrer vers les villes où la lumière brille en permanence à la recherche d'un futur meilleur ».

Né à l'occasion de la célébration des 25 ans de l'Alliance française de Madrid, ce concours a toujours bénéficié du soutien du

« Le manque d'électricité est un frein au développement et incite plusieurs jeunes à migrer vers les villes où la lumière brille en permanence à la recherche d'un futur meilleur »

sur près de 1000 candidatures réceptionnées. Toutes nos félicitations ! ». Le premier Prix est doté de 2 300 000 francs CFA.

Le jury international de Photographie Alliance française en Espagne et EFTI ont couronné, le 23 octobre, le travail du photographe congolais qui s'intitule «Les fantômes de corniches». « C'est un projet réalisé en vue de la prise de conscience de l'amélioration des conditions de l'électrification en Afrique », ex-

Festival Photo España qui accueille, dans sa programmation officielle, l'exposition issue de la sélection du jury. Initialement exposées à Madrid, les œuvres voyagent ensuite dans le réseau des Alliances françaises et des Instituts français d'Espagne.

Baudoin Mouanda est membre du «Collectif Elili» et de l'association «Afrique in visu». Ayant commencé, dès l'âge de 13 ans, le photoreportage, il continue à réaliser ses clichés par l'attrait



Une des photos primées au concours 2017 de la Photographie Alliance française en Espagne et EFTI (Crédit photo : Baudoin Mouanda)

de l'interaction entre la lumière et l'observation des mutations de la société. Ses œuvres sur les «Sapeurs» ou «Sur les trottoirs du savoir», au travers d'expositions itinérantes, poursuivent leur campagne à travers le monde.

A peine sous presse, nous apprenons que Baudoin Mouanda est parmi les lauréats du concours Paris Match Afrique et Afropx

2017 «L'Afrique Qui Gagne». Ce concours, dont les résultats ont été livrés le 24 octobre, permet aux talents africains de mettre en lumière de multiples visages du dynamisme de l'Afrique déterminée, entreprenante ou créatrice, expliquent les organisateurs.

Les Prix : les trois lauréats du concours remportent un appareil photo (Reflex Nikon D3300).

Leurs photos seront prochainement publiées dans Paris Match Afrique, dont la première édition imprimée sortira le 2 novembre sous forme de supplément au magazine Paris Match ainsi que sur le réseau AFROPX. Les deux Coups de Cœur du jury seront également publiés dans Paris Match Afrique et promus sur AFROPX.

Marie Alfred Ngoma